

L'application de la loi du 20 août 2008 nous pose un problème particulièrement difficile à solutionner.

En effet les praticiens conseils (PC) du RSI comme ceux de la CNAMTS bénéficient d'une convention collective spécifique comme les agents de direction (AD) d'une part et les agents-cadres d'autre part. Par contre de part leur nombre relativement réduit au sein du RSI les PC et les AD ne disposent pas d'instances spécifiques (CE et CHSCT) telles que considérées et utilisées pour les calculs de représentativité. Ces instances existant au RSI sont par la force des choses « communes » à tous les salariés du RSI de l'AD à l'agent.

De part leurs fonctions et leur statuts les AD et les PC n'ont pas vocation à se présenter comme représentants du « personnel » dans ces fameuses instances car leurs responsabilités en terme de RH et de management seraient sources de difficultés majeures.

De ce fait les calculs de représentativité concernant les PC du RSI réalisés n'ont pas une « valeur » réellement logique puisqu'ils incluent les PC dans l'ensemble des salariés du RSI et sont basés sur les résultats des élections aux instances CE et CHSCT où les PC n'ont pas de candidats et donc pas de « voix ».

Par contre les PC du RSI, de part leur convention collective spécifique, disposent d'instances de concertation et négociation spécifiques (Commission paritaire nationale des PC et Commission nationale de gestion des carrières (CNGC) des PC) bien distinctes de celles des agents et cadres. La représentation des PC au sein des ces instances spécifiques devient problématique car bien que le SGPC-RSI (CFE-CGC) qui compte dans ses adhérents plus de 80 % des PC du RSI ne serait plus « représentatif » au regard de la loi de 2008 si l'on considère le calcul basé sur les élections CE et CHSCT. Il serait plus logique de tenir compte du résultat des élections « spécifiques » aux PC (lors des élections à la CNGC des PC de février 2013 le SGPC-CFE CGC a recueilli 83,5 % des suffrages).

En résumé si la loi de 2008 était appliquée à la lettre aujourd'hui les PC du RSI ne pourraient être représentés dans leurs instances spécifiques que par des syndicats qui n'ont pas ou quasiment pas de PC dans leurs adhérents. Ce qui ferait que seuls des agents ou cadres du RSI pourraient signer des accords avec l'employeur concernant des sujets strictement spécifiques aux PC. La situation devient encore plus paradoxale lorsqu'on sait que la CFE-CGC est représentative au niveau national.

Nous espérons que cette contribution puisse faire avancer les réflexions pour résoudre un problème épineux, même si nous comprenons et soutenons l'effort de « simplification » voulu par la loi.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.

Docteur Alain FUCH
Président du SGPC-RSI
Médecin conseil Chef de Service
Direction du Service médical - RSI Côte d'Azur